

URSS: AUGMENTATION DU BUDGET MILITAIRE

MOSCOU, 16 décembre. — L'Union soviétique a annoncé mardi pour 1970 un budget militaire de 17,9 milliards de roubles (19,6 milliards de dollars), en augmentation de 200 millions de roubles par rapport à celui de 1969. Cette augmentation est la plus faible enregistrée depuis 1965. Le budget total du pays pour 1970 s'élevait à 144,5 milliards de roubles, le budget militaire représente la proportion la plus faible par rapport au budget total depuis plus de dix ans.

Bien que le budget de 1970 ait été fixé à 17,9 milliards de roubles, les dépenses exactes de la défense soviétique sont difficiles à évaluer. Certains experts occidentaux estiment que la moitié du budget militaire total se dissimule sous d'autres chapitres tels que ceux de l'industrie et de la construction mécanique. Le chiffre annoncé n'est qu'une indication du gouvernement sur les besoins de la défense. L'augmentation raisonnable annoncée apparaît comme un geste prudent vers une limitation de la course aux armements.

Le budget militaire soviétique est annoncé un jour après l'adoption par le Sénat américain du budget militaire qui

s'élevait à 69,3 milliards de dollars, en diminution de 5 milliards de dollars par rapport à ce qu'avait demandé l'Administration Nixon.

Quant aux principales dépenses figurant au projet de budget d'Etat présenté mardi au Soviet suprême, elles sont, selon l'agence Tass, les suivantes: Economie nationale: 63,4 milliards de roubles (58,3 en 1969); Défense nationale: 17,9 milliards (17,7); Secteur social et culturel: 54,8 milliards (51).

NOUVEAU SOMMET DU PACTE DE VARSOVIE

Le comité des ministres de la Défense des Etats du Pacte de Varsovie se réunira, comme prévu, au cours du mois de décembre, à Moscou, a annoncé, lundi, l'agence officielle est-allemande ADN. Au cours de cette réunion — indique ADN — des questions portant sur l'état de préparation des armées alliées et les mesures en vue du renforcement de la défense des Etats du Pacte de Varsovie, compte tenu des tendances agressives des milieux dirigeants de l'OTAN, seront examinées. Cette nouvelle a été confirmée mardi par l'organe du PC tchécoslovaque « Rude Pravo ». (Afp-Ap)

● M. Leonid Brejnev, secrétaire général du PC soviétique, a fait lundi une « communication » sur l'activité pratique du Politburo dans le domaine de la politique extérieure et intérieure, a précisé lundi soir l'agence Tass, en annonçant qu'un plénum du comité central s'était tenu lundi à Moscou. (Afp)

● Une délégation militaire roumaine conduite par le ministre de la Défense, M. Ion Ionita, est partie mardi pour Bucarest après une visite d'une semaine en URSS, a annoncé l'agence Tass. (Ap)

Négociations avec le Biafra: raidissement imprévu de Lagos

LAGOS, 16 décembre. — « Le Gouvernement fédéral a toujours insisté pour que toute négociation avec les rebelles (Biafra) ait lieu sous les auspices de l'OUA et dans le cadre de la résolution de l'OUA sur l'unité du Nigeria », adoptée en avril dernier au sommet de Lusaka, déclare un communiqué publié mardi à Lagos et qui semble marquer un raidissement soudain dans l'attitude fédérale vis-à-vis des éventuelles négociations d'Addis-Abebä.

Ce communiqué fait suite au discours du général Ojukwu mardi matin, dans lequel le leader biafraisa annonçait que les négociations qui allaient s'ouvrir à Addis-Abebä sous l'égide de l'empereur Haïlé Sélassié ne se tiendraient pas sous les auspices de l'OUA. Il avait également déclaré avoir obtenu de l'empereur d'Ethiopie l'assurance que les négociations s'ouvriraient sans conditions préalables.

Ce raidissement du Gouvernement fédéral, joint au fait qu'aucune délégation nigérienne n'a encore quitté Lagos (la délégation biafraise est arrivée dans la nuit de lundi à mardi à Addis-Abebä), alors que les pourparlers devaient s'ouvrir mardi, incite de nombreux observateurs à penser que les pourparlers d'Addis-Abebä ont pris un mauvais départ avant même de commencer réellement. Le fait que les Nigériens soient en train de lancer une forte offensive sur le réduit biafraisa pourrait en partie expliquer leur intransigeance sur le front des négociations, estimant, d'autre part, les observateurs. (Afp)

Panama: le général destitué part à la « reconquête » du pays

PANAMA, 16 décembre. — Des coups de feu ont été échangés mardi matin entre la « caserne centrale » de Panama et la « prison », qui sont voisines dans la capitale. Peu après, des négociations se sont engagées entre officiers des deux bords qui étaient descendus dans la rue en arborant des drapeaux blancs. Pendant ce temps, le général Omar Torrijos, destitué lundi matin par ses plus proches collaborateurs, se dirige vers Panama, venant par avion de David (province de Chiriqui), où il était arrivé par avion venant de San Salvador. Au fur et à mesure de son voyage, le général Torrijos a gagné à sa cause les différentes garnisons qu'il a visitées, effectuant ainsi une véritable

reconquête du pays. Ainsi dans la capitale, des forces fidèles au général Torrijos ont encerclé le palais présidentiel, tandis que l'on ignore la résidence des colonels José Maria Pinilla et Bolivar Urrutia, membres de la junte provisoire.

Parlant à la radio de Chiriqui, le général Torrijos a affirmé que son retour au pouvoir est appuyé par la majorité des officiers de la Garde nationale, dont 29 officiers supérieurs et une douzaine de commandants. Il disposerait également du soutien de la force aérienne de Chiriqui. Les auteurs du coup d'Etat avaient affirmé lundi qu'ils entendaient faire face à la menace d'une subversion gauchiste.

Enfin, la chaîne de radio fidèle au général Torrijos a annoncé que les colonels Ramiro Silvera et Amado Sanjurjo, qui avaient pris la tête du coup d'Etat, étaient emprisonnés. (Afp)

Le Sénat américain interdit l'envoi de troupes au Laos

WASHINGTON, 16 décembre. — Par 85 voix contre 4 le Sénat américain a finalement approuvé lundi soir, au cours de l'une de ses rares séances à huis clos, la loi portant sur les crédits de la défense. Le Sénat a toutefois adopté auparavant par 73 voix contre 17, un amendement à la loi des crédits de défense, interdisant l'envoi de forces combattantes américaines terrestres au Laos et en Thaïlande. Cette restriction a été apportée à la loi portant 69,3 milliards de dollars pour la défense. Sur ce total, 2,2 milliards sont prévus pour le soutien des forces sud-vietnamiennes et de celles au Laos et en Thaïlande. Cette interdiction n'exclut toutefois pas l'appui aérien américain. La part de ces 2,2 milliards destinée à chacun de ces pays n'est pas précisée par la loi. Selon le sénateur Fulbright, elle serait de 90 millions. (Afp)

NAISSANCE

Le marquis Charles de FERRIERES et la marquise, née Guillemette Faure, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

GUILHEM

24, avenue Clinique des Lilas de la Liberté 14, rue du Coq-Français. F 93 Les Lilas F 93 Les Lilas

Quatre ans après l'affaire Ben Barka La France et le Maroc renouent leurs relations

PARIS, 16 décembre. — L'échange d'ambassadeurs entre Rabat et Paris met un terme à une très grave crise entre la France et le Maroc qui avait eu pour origine l'enlèvement en plein Paris, le 29 octobre 1965, de Mehdi Ben Barka, le chef du parti d'opposition marocain UNPF (Union nationale des forces populaires). Ce rapt, auquel avait été mêlé des policiers et des trands français, avait été attribué au général Oufkir, ministre marocain de l'Intérieur, que le général de Gaulle avait publiquement mis en cause. Les ambassadeurs des deux pays avaient été rappelés après le refus de Rabat de prendre des mesures contre trois personnes impliquées dans l'affaire.

La radio marocaine a donné la nouvelle de la reprise des relations avec Paris en priorité sur toutes les autres informations, lors de son bulletin d'informations, ce qui indique l'importance que l'on attache dans les milieux officiels marocains à cet événement.

Dans les milieux français, on se déclare satisfait surtout sur le plan économique. La France, premier client et premier fournisseur du Maroc, voyait en effet ses positions s'effriter en raison de l'absence de relations officielles entre les deux pays. (Afp-Ap)

Une décision attendue

(De notre correspondant permanent en France, René Lombard)

PARIS, 16 décembre. — Aussitôt dit, aussitôt fait. Le rétablissement complet des relations diplomatiques avec le Maroc, que promettait M. Pompidou lundi soir dans son allocution radiophonique de la République a fait savoir que le nouvel ambassadeur de France au Maroc, M. Claude Lebel, et le nouvel ambassadeur du Maroc en France, M. Abdessadek El Glaoui, rejoindraient prochainement leurs postes.

Ainsi sera officiellement, et on l'espère, définitivement apaisée la brouille qui était née il y a quatre ans de la

malheureuse affaire Ben Barka, après la disparition et sans doute l'assassinat en France du leader de la gauche marocaine. On se rappelle que les rebondissement de l'enquête avaient mis en cause le général Oufkir, ministre de l'Intérieur du Gouvernement chrétien, qui fut nommé désigné comme un des responsables de l'enlèvement dans une des conférences de presse du général de Gaulle. Les ambassadeurs avaient été rappelés au début de 1966 dans les deux capitales. Cela n'empêcha pas d'ailleurs complètement la poursuite de la coopération franco-marocaine, ni le maintien de relations correctes dans d'autres domaines. Mais les rapports des deux pays ont pâti de cette longue querelle. Les investissements français au Maroc notamment n'ont pas connu le niveau qu'ils auraient dû et des positions importantes dans ce domaine ont été prises, en particulier par l'Allemagne.

Pour redresser la situation, la France envoie à Rabat un ambassadeur de charme, M. Claude Lebel. Ce parfait gentilhomme, qui a dirigé efficacement plusieurs années durant les services d'information du Quai d'Orsay, était depuis 1966 directeur des Affaires africaines et malgaches, chargé des affaires Afrique-Levant. C'est à tous points de vue l'homme de la situation. Réciproquement, le Gouvernement chrétien a fait un choix auquel Paris ne peut qu'être sensible en désignant un des fils du Glaoui, l'ancien pacha de Marrakech, qui fut un ami de la France aussi fidèle que prestigieuse.

Apparemment, le Gouvernement français n'a mis aucune condition à ce retour à la normale, et le général Oufkir est toujours membre du cabinet marocain. Tout porte à croire que les relations Paris-Rabat vont donc pouvoir reprendre, pour le moins, leur régime de croisière.

R. L.

France: prochain sommet PCF - parti socialiste

PARIS, 16 décembre. — Interviewé sur les antennes de RTL, M. Georges Marchais, secrétaire du Comité central du PC a annoncé la publication dans les prochains jours, par le PC et le parti socialiste, d'un document annonçant l'ouverture de discussions « au sommet » entre les deux formations et les conditions de cette discussion. « Nos rapports avec le parti socialiste s'inscrivent dans le cadre de la politique d'union du parti. Chacun sait que le PCF a toujours considéré que le moyen essentiel pour défendre les intérêts des travailleurs et des masses populaires, pour imposer un changement de régime et de politique, était l'union des forces ouvrières et démocratiques. (Afp)

● M. François Mitterand a déclaré de son côté: « Il faut que toutes les conditions soient réunies pour que la conférence plénière des partis de la gauche puisse se tenir. C'est la question unique qui a été posée à chacun des partis sans préalable et il appartiendra au congrès d'unification d'examiner l'ensemble des problèmes posés à la gauche. » (Ap)

Panthères noires: enquête privée sur le « complot »

NEW YORK, 16 décembre. — M. Arthur Goldberg, ancien juge à la Cour suprême, et M. Roy Wilkins, dirigeant du mouvement des droits civiques, ont annoncé lundi la formation d'une commission pour mener une enquête sur les informations faisant état d'un complot contre les Panthères noires.

Pour protester contre la mort de deux dirigeants des Panthères noires, Fred Hampton et Mark Clark, abattus récemment par la police de Chicago, les dirigeants du quartier noir de cette ville ont imposé un couvre-feu durant lequel l'accès du quartier est interdit aux Blancs.

Quant à Elridge Cleaver, « ministre de l'information » des Panthères noires, et aux autres dirigeants de l'organisation en exil volontaire en Algérie, ils ont apparemment décidé de ne pas regagner les Etats-Unis dans un avenir immédiat, comme le bruit en avait couru vendredi. (Afp-Reuter)

Nouveau retrait au Vietnam: une perfidie déclare Hanoï

HONG KONG, 16 décembre. — Commentant le discours du président Richard Nixon, Radio-Hanoï a déclaré que le retrait de 50 000 soldats américains d'ici le 15 avril prochain, « ne marquait obsolument aucun progrès vers la fin de la guerre ». Sa prétendue volonté de paix, fautive et bruyante, en retirant 50 000 soldats constitue simplement une manœuvre flagrante et perfide pour induire en erreur l'opinion publique des Etats-Unis et du monde, tout en prolongeant la guerre. Le GRP et l'agence Tass ont également critiqué la persistance américaine à vouloir régler le problème par des moyens militaires.

A Washington, M. Melvin Laird, secrétaire à la Défense, a annoncé mardi qu'il se rendrait à Saigon en février prochain.

« Le discours du 15 décembre de M. Nixon montre clairement qu'il a l'intention de poursuivre sa politique méprisable de vietnamisation de la guerre par laquelle il cherche à utiliser les Vietnamiens pour tuer d'autres Vietnamiens. L'allocution du président ignore totalement la chose nécessaire pour la paix au Vietnam, le retrait complet et inconditionnel de toutes les troupes d'agression américaines ».

L'annonce faite lundi soir par le président Nixon du retrait d'un contingent de 50 000 hommes d'ici au 15 avril, en

manifestement, dans le cadre d'un plan général mis en application à la fin du printemps 1969. Dans les milieux de la Maison-Blanche on s'attend que de nouveaux retraits soient annoncés, désormais, tous les trois ou quatre mois, à moins qu'une offensive générale des forces du Vietcong et Nord-vietnamiennes, n'oblige d'en suspendre l'application. Cette hypothèse semble improbable aux chefs militaires américains qui considèrent que si le commandement communiste a les moyens de déclencher une offensive de grand style, il est douteux qu'elle puisse modifier sensiblement la situation militaire.

Si les retraits se poursuivent à la cadence actuelle, quelque 300 000 soldats américains auront quitté le Vietnam d'ici à la fin de 1970 ou au début de 1971, et il n'en resterait qu'environ 200 000 répartis entre les unités de soutien logistique, de l'artillerie et de l'aviation, et les conseillers militaires. (Afp)

Le secrétaire à la Défense, M. Melvin Laird, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'il va être possible de réduire de 10 % le nombre des 250 000 recrues que le Pentagone avait initialement projeté d'appeler sous les drapeaux l'année prochaine. A propos des infiltrations, M. Laird a souligné que, malgré l'augmentation des effectifs ennemis, « le niveau des forces nord-vietnamiennes et Vietcong est beaucoup plus faible qu'il y a un an. C'est ce qui a permis au président d'annoncer un nouveau retrait. (Ap - Reuter)

TYROL DU SUD

VIENNE: LES DÉPUTÉS APPROUVENT LE PROJET D'ACCORD AVEC ROME

VIENNE, 16 décembre. — Le Parlement autrichien a approuvé mardi après-midi le projet d'accord italo-autrichien en vue d'une solution au problème du Tyrol du Sud (Haut-Adige). Les propositions italiennes, déjà approuvées par les députés de Rome et de Bolzano, ont obtenu 83 voix (celles du parti gouvernemental du chancelier Klaus) contre 79 (celles des socialistes et des libéraux, opposition). Auparavant, présentant le projet d'accord devant les députés, le chancelier Klaus avait déclaré que le « règlement envisagé ouvrait la voie d'une coopération amicale approfondie avec l'Italie. Certes, dans certains domaines, le « paquet » (les propositions italiennes) ne répond pas à toutes nos exigences, mais dans d'autres il apporte des progrès essentiels à la situation actuelle. » (Afp)

● Le procès de 30 personnes accusées d'avoir commis plusieurs attentats terroristes dans le Haut-Adige en 1966 et en 1967, s'est ouvert mardi à Florence. (Ap)

LES FAITS DE DEMAIN

Automation à la russe

A l'heure de la réunion du Soviet suprême, il sera beaucoup question de l'automation de l'industrie soviétique. L'an dernier, le président du Gosplan avait annoncé une augmentation de pas moins de 14 % des « moyens et des instruments » d'automation. Il fera sans doute de même cette année, en avançant un chiffre encore plus important. Selon une revue soviétique, en effet, le nombre des dockers a passé, de 1948 à 1965 de 260 000 à 580 000; celui des magasiniers de 90 000 à 280 000; en 1965, les ouvriers employés à des décharges de manutention s'est élevé à 13 millions. Ce qui fait que le nombre des ouvriers auxiliaires s'élève à pas moins de 46 %. Selon le même texte, le niveau d'automation est, aux USA, quatre fois supérieur à celui de l'URSS, sans compter le secteur des ordinateurs où cette divergence est proprement fantastique. (GdL)

Le climat serait à la détente entre Pékin et Moscou

PEKIN, 16 décembre. — La première phase des entretiens de frontière soviéto-chinois a conduit, de l'avis général, à une détente dans les rapports entre les deux pays. En outre il semble certain, que les familles du personnel de l'ambassade soviétique renvoyées chez elles en 1967, vont revenir à Pékin dans les premiers jours de janvier. L'école de l'ambassade va également reprendre son enseignement après une fermeture de plus de deux ans. On compte en plus que le personnel de l'ambassade va être renforcé. Depuis les gandes manifestations antisoviétiques de 1967, l'URSS n'avait laissé à Pékin que le personnel indispensable. (Dpa)

DERNIÈRE HEURE

ITALIE

(Suite de la page 1)

HUIT NOUVELLES ARRESTATIONS

Neuf personnes, dont un danseur de ballet et une jeune allemande de 19 ans, ont été accusées mardi par la police italienne d'avoir participé aux attentats à la bombe de Milan et de Rome.

Le Parti républicain italien est prêt à « contribuer à la reconstitution d'une majorité et d'un gouvernement de centre-gauche » affirme un communiqué publié à l'issue de la réunion de la direction de ce parti. Cette réunion, faisait suite à la proposition présentée lundi soir par M. Rumor, portant sur la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale de centre-gauche. La direction du PRI indique que la reprise du dialogue doit avoir pour base les accords souscrits lors du premier gouvernement de centre-gauche présidé par M. Rumor. De son côté, en ouvrant les travaux de la direction de son parti, M. de Martino, secrétaire général du Parti socialiste italien a déclaré que le PSI n'excluait pas la possibilité de participer à la formation d'un nouveau gouvernement de centre-gauche. (Afp-Ap)

« NIET ». — Le « Pravda », dans un éditorial mardi, fait savoir que l'URSS n'a pas l'intention de rendre les files Kouriles au Japon et considère les revendications japonaises à se sujet « comme une dangereuse aggravation de la tension en Extrême-Orient. (Ap)

BETRIX

Radio Télévision Disques
16, rue de Bourg Lausanne

BETRIX